

Une vie en politique en temps de crise

Je remercie infiniment les organisateurs des Grandes Conférences Catholiques de m'avoir offert cette occasion inouïe de revenir pour la première fois sur mes années en politique. N'attendez pas de moi de réflexions définitives, ni une appréciation de mon rôle personnel ou du rôle de certains de mes collègues. Je compte encore y rester quelque temps, en politique. Par ailleurs, je n'ai pas encore la distance requise, et me contenterai donc de quelques exemples pédagogiques. Ce que j'essaie ce soir avec vous, c'est de mieux comprendre ce qui m'est arrivé depuis 2007, quand je suis entré en politique active, ce qui, par ailleurs, est arrivé à vous tous depuis lors...

Je ne m'adresse pas à vous en tant qu'expert. Ce sont des rôles différents, celui de ministre et celui d'expert. Ils ont tous les deux leur intuition. La relation entre les deux est un sujet en soi que je n'aborderai pas par manque de temps. Si je le faisais, je vous parlerais en long et en large de notre ancien gouverneur de la Banque Nationale, le regretté Luc Coene, Ministre d'Etat, et du nouveau premier ministre Italien, Mario Draghi. Voilà deux experts hors pair qui par ailleurs comprennent fort bien la logique propre à la politique. Logique qui lors d'une crise est beaucoup plus qu'on ne le pense celle du docteur Paneloux dans la Peste de Camus : « Pour le moment il y a des malades et il faut les guérir ».

Je ne vous parlerai pas non plus de la relation entre l'homme politique et le journaliste, à la fois moins et plus importante en temps de crise. Moins parce que la politique reprend la main sur la communication : pas de fuites, ni de confidences en temps de crise. Seule une relation de respect et de confiance entre la politique et la presse, le ministre et le journaliste, est à même de garantir que les décisions les plus difficiles passent de façon objective, et que ce qui est confidentiel le reste.

Pourquoi donc avez-vous accepté de faire de la politique ? Voilà une question qui m'est fréquemment posée avec un certain scepticisme, et à laquelle je n'ai eu de cesse de répondre durant ces 15 dernières années en disant que la politique, ou plus précisément « le politique » a toujours fait partie de ma vie : ma vie professionnelle à l'université ou au barreau, en semi-politique, et finalement en tant que politicien. J'ai toujours essayé de réunir les conditions qui permettront de créer un avenir. Je vis cela plutôt comme une vocation. Avec un certain métier, j'espère, mais en toute indépendance. Une attitude détachée permet d'éviter l'ironie qui peut vite devenir plus qu'occasionnelle, d'éviter aussi le cynisme ou l'amertume de celui qui vieillit et qui prétend mieux savoir. Notre belle idéologie démocrate chrétienne nous montre le chemin: le triangle d'or du personnalisme, de la solidarité et de la durabilité sont une éternelle source d'inspiration.

Dans les moments difficiles, je pense à mon grand-père qui m'a appris à me souvenir de toutes les petites choses qui

contribuent à mon bien-être, à mon bonheur. Cela me permet de placer les choses dans leur contexte, de me détacher de ce qui, a priori, pourrait paraître négatif, pour remettre les choses en perspective. Quand je dois prendre des décisions qui concernent des individus, je me laisse, entre autres, guider par l'ancien ministre français de l'éducation nationale Luc Ferry, un philosophe assez contesté : il prend l'amour comme fil conducteur de l'éthique de la famille ainsi que de la politique moderne. L'exercice va comme suit : je m'imagine que la personne à propos de laquelle je dois prendre une décision, est un ou une proche que j'aime beaucoup. Cela ne m'amène pas nécessairement à être moins sévère, mais surtout plus juste ; et de la sorte, à créer un réel avenir pour la personne en question – fût-il à plus long terme que ce que cette personne a en tête. Quand, par exemple, il m'est arrivé de m'opposer à la nomination de quelqu'un qui pensait néanmoins avoir tous les atouts en main, j'ai pu lui expliquer comment j'ai intégré son avenir plus global dans ma décision. Quelques temps plus tard, le feedback finissait parfois - mais pas toujours – par être positif.

Dans cette grandiose improvisation qu'est notre civilisation, Karl Popper enseignait que nous progressons si, et seulement si, nous sommes disposés à apprendre de nos erreurs : reconnaître nos erreurs et en faire un usage critique au lieu de les perpétuer de manière dogmatique », disait-il. Ou comme l'écrivait le poète Polonais Szymborska, « l'imperfection est plus facile à supporter à petites doses ». On peut apprendre

énormément de choses à partir d'une crise. Voilà la raison de mon sujet ce soir.

J'appartiens en effet à l'école du Ministre Mark Eyskens, celle des mélioristes (melior de mieux en Latin) : mélioriste, c'est le juste milieu entre l'optimiste et le pessimiste. Le mélioriste est quelqu'un qui aurait voulu faire mieux, et surtout, qui veut encore faire mieux à l'avenir.

Allons-y, et abordons le vif du sujet.

C'est quoi une crise ?

Les crises donnent une certaine structure au développement de l'histoire de la société, on parle de la période d'avant et de celle d'après la crise. Comme les maladies juvéniles, ces crises sont, une fois le patient guéri, le début d'une croissance spectaculaire ou d'un surplace décevant ou - pire - l'annonce d'une nouvelle maladie.

Selon le fameux médecin Suédois Hans Rosling, les maux que l'humanité doit à juste titre craindre, et qualifier de crise, sont au nombre de cinq: une troisième guerre mondiale, la pauvreté dans tous ses aspects, la crise climatique, une crise financière et une vraie pandémie. J'espère qu'on est loin d'une troisième guerre mondiale, mais quant aux autres crises, on les a presque toutes vécues depuis 2007. Quand je lisais il y a trois ans le livre posthume de Rosling 'Factfulness', je ne m'attendais pas du tout à une pandémie. On nous avait parlé du SARS, de

l'Ebola et d'autres, il semblait toujours s'agir d'une fausse alerte. Et voilà donc, depuis début 2020, le covid-19, meilleure preuve de la clairvoyance de Rosling.

Les grands dangers qui aboutissent à des crises sérieuses se ressemblent parce qu'ils sont tous contagieux dans un premier temps et systémiques dans un deuxième. Nos moyens modernes de transport et notre communication digitalisée font que la contagion se déplace à plus grande vitesse que jamais, et cela requiert donc une approche coordonnée. Le virus n'est pas toujours de nature physique, biologique ou informatique. Il peut être financier, politique ou religieux. L'homme infecte un autre homme, la banque infecte une autre banque, ainsi que le radicalisme se répand comme une tâche d'huile.

Le cas échéant, l'aspect systémique vient dans un deuxième temps : la lutte contre la contagion crée énormément d'autres problèmes qui sont loin d'être secondaires, dans l'économie réelle par exemple, ou dans l'économie politique et budgétaire. Ces effets indirects mettent sous pression le système dans sa globalité et ils rendent la crise systémique.

L'homme politique et la crise

Le Ministre qui après deux ou cinq ans dirait « tout ce que j'ai pu faire, chers compatriotes, c'est gérer la crise » a raté son coup. Il aurait alors oublié l'intendance, et avant tout, le long terme. Il y a peu de gloire, peu de victoires à remporter dans

cette préparation du long terme. Cela coûte de l'argent, davantage d'énergie, et fréquemment ça requiert des changements auxquels l'humain n'est pas encore préparé.

J'ai été témoin privilégié, de notre capacité et de notre incapacité de changer : en temps de paix, ce n'était pas évident de trouver constamment l'appui pour re-codifier les bases du droit, surtout pas en matière pénale; par contre, en temps de radicalisme modifier la législation quant à la lutte contre le terrorisme passait comme une lettre à la poste.

Certains hommes politiques préfèrent -pour cette raison ou par nature- une bonne crise, afin de vraiment pouvoir déployer toute leur force, comme certains cyclistes renaissent lors d'une bonne tempête. Les applaudissements si le chirurgien réussit à guérir un poumon cancéreux seront plus audibles que ceux pour le patient qui a arrêté de fumer et le médecin qui l'a accompagné.

Le niveau adéquat de prévention demande pour toute crise des investissements en personnel et en moyens considérables qui survivent rarement aux épures budgétaires continues. L'ironie devient fréquemment paradoxale : d'abord, les mesures de remédiation à une crise sanitaire ou sécuritaire créent le trou budgétaire; ensuite, les mesures de prévention prises pour l'avenir sont graduellement supprimées parce que ce trou doit être comblé. L'homme a souvent besoin d'un deuxième arrêt cardiaque avant qu'il ne se souvienne des conséquences pénibles du premier. On peut remplacer dans la phrase arrêt

cardiaque par guerre mondiale. Ou n'importe quel autre type de crise sérieuse.

En effet, si en 1940 toutes les plages britanniques avaient été pleines de canons anti-aériens, la Luftwaffe de Hitler n'aurait peut-être pas attaqué l'Angleterre. Ou si elle l'avait risqué malgré tout, le Ministre Anglais de la Défense n'aurait fait que son devoir. Churchill pour sa part avait, dès 1935, en tant que parlementaire toujours indiqué les failles dans l'anticipation d'une deuxième guerre mondiale. C'est une constante dans notre histoire : les Cassandres entre nous sont rarement suivies, surtout si la crise potentielle prend la forme d'un cygne noir. Que Churchill ait pu jouer les rôles de Cassandre et d'Ulysse en même temps, est un des accidents les plus heureux de l'histoire. Que De Gaulle ait su combiner ces deux rôles aussi, fait croire au destin.

En général, à la différence de l'armée suisse, nous n'aimons pas être inutiles ni faire des choses qui n'ont pas d'utilité immédiate. Et donc nous résolvons fréquemment nos problèmes seulement lorsqu'ils se posent. Mais le *'just in time'* porte toujours le risque d'être juste trop tard. Aucune date limite ne s'impose avec une telle force que celle de 2030 pour le climat. Mais elle est apparemment trop lointaine encore pour nous causer de grands soucis.

Lorsque le monde est confronté à une crise, le manuel veut que la politique aille d'abord à la recherche d'un remède. Ensuite, à l'aide de l'expertise acquise, le manuel prescrit de prévenir une

crise semblable à l'avenir. L'orthodoxie veut donc d'abord un médicament, ensuite un vaccin. Nous savons que la réalité est différente. Pour lutter contre le sida, on doit après 30 ans toujours se contenter de médicaments, toujours pas de vaccin. Pour le covid-19, après 8 mois, on attend encore le remède, mais on en est déjà à un vaccin.

En temps de crise inattendue ou non préparée, on est donc heureux avec ce qu'on trouve comme solution, comme la vraie sérendipité nous y oblige. Reste que devoir attendre le vraie remède ou le vaccin dure parfois trop longtemps pour la politique.

La qualité et l'effectivité des « soi-disant » remèdes, impatientement trouvés- en attendant le vrai remède ou vaccin- peuvent fortement décevoir. Qualité et effectivité peuvent par ailleurs être en corrélation inverse. L'incarcération à Guantanamo des musulmans suspectés de terrorisme sans aucune forme de procès est un exemple bien connu d'un tel remède. Sans doute, son intention visait l'efficacité, mais elle s'est avérée d'une qualité juridique abominable et d'une inhumanité totale.

Pour gagner du temps, l'homme politique ose donc prendre recours à un pseudo-remède spectaculaire, un placebo, j'y reviendrai.

La législation anticipative

Le problème juridique de la gestion efficace de toute crise sérieuse est qu'elle met en cause une ou plusieurs valeurs cardinales. Pour préserver cette valeur en temps de crise, soit-elle la sécurité ou la santé ou la stabilité financière, il faut atténuer de façon temporaire ou ponctuelle l'exercice de certaines autres libertés ou la protection de notre vie privée. Dans une pandémie par exemple il faut sacrifier à la valeur de la santé publique certaines de nos libertés les plus caressées, ce qui étouffe certains d'entre nous : la liberté de mouvement, d'association, de manifestation, de religion, de commerce, le droit de travail, sont les éléments essentiels de la vie humaine sous son aspect social. Les choses deviennent davantage pénibles si nous ne pouvons pas ou à peine rendre visite à nos malades et nos aînés. Ou enterrer nos morts comme nous ou eux l'auraient voulu. Raison de plus pour le législateur, le moment venu, de clarifier les limites des entraves à l'exercice de ces libertés.

Faire en temps normal une législation qui essaie d'anticiper la gestion en temps de crise (sans que l'on sache, par définition, de quoi la crise sera faite) est un défi énorme.

Soit cette législation est générique en permettant l'état d'urgence pour n'importe quelle cause menaçant l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique. Dans ce cas, il existe le risque que l'état d'urgence soit invoqué par un exécutif qui

s'empare trop facilement de pouvoirs législatif ou judiciaire afin de pouvoir mettre en veilleuse certains droits de l'homme.

Soit une législation anticipative est spécifique en vue de pouvoir gérer un type prédéfini de crise. Une telle loi spécifique aura besoin d'une révision récurrente suite à l'évolution technologique et scientifique dans le domaine visé, ce qui demande une discipline rarement appliquée – l'humain est ainsi fait.

Je pense qu'il y a une troisième option, celle d'une législation qui est votée en grande urgence, dès qu'on connaît les besoins pour remédier aux nécessités spécifiques de la crise imminente. Pendant la crise faisant suite aux attentats terroristes à Bruxelles et à Paris le législateur belge a voté, suivant en cela ma proposition, une trentaine de mesures adaptées aux besoins des circonstances. Le gouvernement belge était prêt avec la préparation de toutes les mesures législatives juste avant la fin de 2015. Nous avons privilégié la sécurité, mais dans le plein respect des droits de l'homme. Je continue à croire que cette approche, bien qu'exigeante, est appropriée et – surtout – proportionnée.

La vraie cause et le vrai remède des crises : l'irrationalité et la rationalité collective.

Une crise fait souvent suite à un comportement irrationnel au niveau collectif sans que l'on puisse vraiment reprocher

quelque chose aux acteurs individuels. Qui eux, sont convaincus – et souvent à juste titre – de s’être comportés rationnellement.

Prenons la crise bancaire, que j’ai vécue en tant que chef de cabinet du Ministre Président flamand. Chacun a été rationnel d’une certaine façon, sachant que, de toute façon, à lui seul il n’y pouvait rien. Pourquoi un habitant de Tennessee ne se serait-il pas acheté une maison, suivant le conseil et l’exemple de son voisin. Voisin qui lui prédisait que les prix de l’immobilier monteraient éternellement de sorte qu’il ne devait pas se mettre à risque, même pas en cas de vente forcée. Comment une banque belge souffrant d’une marge d’intermédiation très faible en raison des taux d’intérêts très bas aurait-elle renoncé à un investissement dans des produits financiers très rentables dont des mathématiciens américains brillantissimes lui avaient garanti le caractère non toxique? Et pourquoi une autorité de surveillance en Europe aurait-elle interdit aux banques de son ressort d’y investir et de donner de la sorte à ses actionnaires le rendement attendu d’une société cotée dans n’importe quel pays capitaliste ? Les États, direz-vous? Comment auraient-ils osé intervenir dans le grand monde financier qui était sorti triomphant de la dernière décennie du 20e siècle, tandis que les Etats ne pouvaient que se réjouir du soutien d’un taux d’intérêt très bas pour leur budget et pour leur dette. Taux d’intérêt très bas qui était justement la vraie cause de cette recherche désespérée d’un rendement plus attractif par les banques.

La rationalité individuelle va donc de pair avec une irrationalité collective. Parce qu'il n'y a pas de mécanisme correctif qui force les individus à tenir compte d'une rationalité collective.

Si la cause de la crise est fréquemment une irrationalité collective, le juste remède se trouve logiquement à ce même niveau.

Le remède doit donc être appliqué de prime abord à la juste échelle et de façon coordonnée. Dieu sait quels problèmes les Alliés ont eu en 1918 et en 1944 pour trouver cette unité de commandement requise. Et par rapport à ça le monde n'a pas changé. Et l'irrationalité perdure même au niveau du remède.

Les Etats et les autorités de surveillance ont par exemple essayé de régler la crise de leurs banques dans une parfaite concurrence entre eux. La FED à New York et la Banque nationale d'Angleterre avaient 'oublié' de prendre contact au moment où Barclays voulait reprendre Lehman Brothers. Ils ont ainsi perdu un temps précieux et la faillite ou le *Chapter Eleven* étaient les seules issues encore possibles.

Autre exemple : les Pays Bas étaient très mécontents du sort réservé aux intérêts hollandais dans le sauvetage de Fortis par les pays du BENELUX. Les Hollandais ont alors décidé unilatéralement de reprendre ces intérêts par une sorte de nationalisation de l'ancienne ABN Amro.

Une réaction irrationnelle du même type s'est vue dans le discours du président français à Versailles après l'attentat au

Bataclan et au Stade de France : « la France est en guerre », proclamait-il.

Et l'Union Européenne n'est pas en reste lorsqu'elle décide soudainement d'imposer une interdiction d'exporter des vaccins.

Si on ne trouve pas de remède collectif à la première crise, elle découche sur une crise au deuxième degré.

C'est ce que les Ministres des Finances dont je faisais partie ont découvert lors de la crise de la dette souveraine. Si la BCE avait été aux commandes pendant la crise bancaire de 2007-2008, en lieu et place des autorités nationales de surveillance, une crise de la dette souveraine aurait peut-être pu être évitée. Notre ancien premier ministre Jean-Luc Dehaene avait pourtant- prenant le rôle de Cassandre- immédiatement après la première crise bancaire plaidé pour une surveillance intégrée.

La FED injectait massivement de l'argent dans l'économie américaine avec une politique d'assouplissement quantitatif. Tandis que l'Europe, oui l'Europe hésitait et s'attelait au remboursement des aides d'état que les banques avaient reçues lors des sauvetages. Dans un premier temps, l'UE crée même trois autorités de surveillance au niveau confédéral, avec très peu de compétences, dont l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) à Londres.

La suite était évidente : les sauvetages bancaires financés par les états les plus faibles invitaient les marchés financiers à spéculer contre les dettes de ces pays. Ce n'est que lorsque la dette Grecque a été attaquée dès 2009, que l'Europe s'est levée. A partir de là, l'union Bancaire a été graduellement créée avec comme date butoir fin 2014, par une supervision européenne intégrée, macro- et micro-prudentielle.

Même constat pour la réponse inadéquate à la crise du terrorisme. Elle a par conséquent abouti en deuxième instance à une crise de la migration - deux crises que j'ai vécues en tant que Ministre de la Justice. L'éternel conflit au Moyen Orient avait recommencé avec l'attentat de 2001 sur les Tours du World Trade Center et le Pentagone par Oussama ben Laden, l'ancien partenaire des Etats Unis en Afghanistan qui, vingt ans plus tard, avait changé de camp.

Pour des raisons jamais dévoilées, le fils Bush - dans un esprit qui était contraire à celui de son père lors de la première guerre du Golfe - prenait sa revanche sur ben Laden en Iraq. L'exercice était totalement irrationnel et non fondé en droit. Contre toute raison, le Royaume-Uni a formé une alliance avec les Etats Unis. Et c'est Jacques Chirac qui se réserve le rôle de Cassandre.

Les choses se sont davantage empirées parce que les Etats Unis n'ont pas respecté les Sunnites en Iraq, tandis ceux-ci avaient la connaissance de l'administration et de l'armée. Une frustration profonde dans le chef de l'aile radicale des Sunnites s'en est suivie : l'Etat Islamique qui nourrit le rêve de reconstituer le

califat en Syrie était né. Au printemps arabe en Syrie, la Russie se met à l'avant plan comme un cheval de Troie : dans la vieille tradition de la guerre froide Poetin choisit le camp du Président Chiite Assad. L'Etat islamique devient désormais l'ennemi de tous les autres partis en recrutant des combattants terroristes étrangers en Europe, et notamment en Belgique.

Après Charlie Hebdo en janvier 2015, la première manifestation internationale des leaders internationaux à Paris contre l'antisémitisme fait rêver. Le réveil n'a pas tardé. Le démantèlement de la cellule de Verviers et les attentats du Bataclan et du Stade de France ont rendu bien clair que n'importe quel endroit en Europe pouvait sans cause devenir le terrain d'une attaque terroriste de l'Etat Islamique : Zaventem, Maelbeek, Nice, Rouen, Berlin, New York, Stockholm, et j'en passe. Toute personne désespérée et dès lors qualifiée de loup solitaire pouvait faire des dégâts humains sans précédents au nom de cette organisation qui pour le reste, comme la guerre en Iraq, n'aurait jamais dû exister.

Lorsque la guerre en Syrie est devenue tellement cruelle qu'une bonne partie de sa population s'est mise en route pour l'Europe, la crise du terrorisme non encore résolue en a donc accentué une autre, celle de la migration. Ce flux des réfugiés Syriens s'est mêlé au flux à partir du Nord de l'Afrique. Celui-ci passait par la Méditerranée, route connue pour (la) traite des êtres humains. La question de la migration a déchiré les Européens, divisé les meilleures familles et créé une angoisse

hors pair. L'image du petit Alan Kurdi, noyé et échoué sur la plage, restera toujours le symbole de cette crise.

En raison de la deuxième crise, la première crise à peine éteinte reprend : la tête du serpent qui se mord la queue

Quand le remède à une première crise est inadéquat au point qu'une crise au deuxième degré s'en suit, la tête du serpent ne peut s'empêcher de se mordre la queue. Ainsi, la crise de la dette souveraine cause une deuxième série de faillites bancaires, entre autres celle de Dexia. En effet, beaucoup de banques avaient des obligations émises par des Etats faibles en portefeuille sans pouvoir facilement les échanger contre de la liquidité. Cela rendait ces banques davantage vulnérables.

Autre exemple du même serpent. Tandis que le flux de migration permet à certains terroristes de faire la navette entre la Syrie et le continent, nos systèmes de contrôle à la frontière ne sont pas hermétiques, loin de là. Un des membres de la cellule de Verviers s'enfuit en Syrie et revient à Bruxelles pour préparer les attentats du Bataclan. Son cas n'était pas unique.

Première crise, deuxième crise, et serpent qui se mord la queue. Mais il n'y a pas de fatalité.

Ce n'est pas parce que quelqu'un cherche une structure dans la coïncidence, ou parce que Papillon pense reconnaître le rythme des vagues, que cette personne ou Papillon sont déterministes.

Cela ne démontre que la détermination à résister à la fatalité, et d'être résilients face à la tempête. Il doit y avoir des vaccins pour empêcher qu'une première crise ne se déclenche. Au cas où la crise est inévitable, il nous faut des remèdes adéquats afin d'éviter une réaction en chaîne qui crée une deuxième crise. Par exemple, le terrorisme fondamentaliste peut seulement être prévenu par une politique délibérée d'intégration des jeunes. De la sorte les plus appauvris ou les plus marginalisés entre eux canaliseront moins leur frustrations vers ce qu'ils veulent croire être une demande directe de Dieu : « Prions pour le seigneur, tuons pour le seigneur » était une des chansons de l'Etat islamique que j'ai fréquemment dû entendre lorsque j'étais Ministre de la Justice.

Evidemment, les séducteurs et les prêcheurs qui instruisent leur armée ne sont pas des pauvres et des marginalisés. Ce sont des Etats et des centres religieux qui instrumentalisent leurs fidèles d'une façon crapuleuse. L'histoire nous montre d'ailleurs que ce phénomène n'est pas le monopole de l'Islam. Souvenons-nous de la guerre civile en Irlande, très récente. Ou au 17^e, de la Guerre de Trente Ans chez nous, notamment à Anvers.

Ce qui est frappant, c'est une comparaison des budgets de remédiation. Elle démontre que nous organisons parfois nous-mêmes la fatalité. C'est notamment le cas pour le budget dépensé pour la guerre en Iraq si on le compare avec le budget symbolique que nous dépensons pour le suivi des personnes

radicalisées. Le coût estimé de la Guerre en Iraq est plus important que le budget de l'Union européenne pour 7 ans, aussi quand on y inclût le Next Generation Pact : 2.000 milliards pour la guerre iraquienne contre 1.750 milliards pour le budget de l'UE tout inclus. Le vaccin n'est donc jamais Guantanamo, le remède ne peut jamais être l'attaque de l'Iraq.

Je sais bien qu'une meilleure politique d'intégration et, si l'intégration échoue, une politique soutenue de déradicalisation des fanatiques, ne sont pas des solutions passe partout. Mais les montants qu'on y dépense ne sont pas trop conséquents : le gouvernement régional flamand par exemple qui est compétent pour le suivi des terroristes en prison au nord du pays, a recruté seulement deux agents pour la déradicalisation. Et le suivi secret des fondamentalistes libérés en terme de protection quotidienne de leur environnement doit être assuré par notre Sûreté de l'Etat avec trop peu de moyens.

La comparaison entre la crise financière et la crise de sécurité : le couteau sous la gorge

Ce qui rend intéressant la comparaison entre les crises du terrorisme et de la migration d'une part, et de celles des banques et de la dette souveraine d'autre part, c'est surtout le degré différent d'intégration des solutions.

L'Union européenne est allée très loin dans le partage de la souveraineté afin de sauver l'Euro et les finances publiques, en créant l'Union Monétaire et Bancaire et en imposant la convergence de la politique budgétaire des Etats Membres qu'elle nécessite.

Quand on suggère une solution semblable pour résoudre les crises de terrorisme et de migration, la volonté de changement est bien moindre. Dès qu'au niveau des Ministres la Justice, de l'Intérieur et de Migration on ose parler, par exemple, d'une intégration de nos services d'intelligence à l'instar du FBI ou de la CIA, on vous regarde comme si vous veniez d'une autre planète. Les services européens d'Europol, Eurojust, Frontex ou le Parquet Européen resteront donc encore un petit temps sous-utilisés et sous-estimés. L'incapacité des pays de l'UE à s'entendre sur une politique opérationnelle de migration, a dès lors contraint la Chancelière allemande à se tourner vers le président Erdogan afin de le supplier d'aider l'Union européenne dans la résolution de la question des réfugiés syriens.

Je pourrais consacrer une conférence entière aux raisons historiques et juridiques qui font que les technocrates du monde financier se distancient plus facilement de leurs émotions souveraines que les policiers et les magistrats. Mais les frontières sont aussi perméables dans les deux cas, et les infections aussi contagieuses.

Ce que les approches différentes dans le monde financier et le monde juridique nous apprennent surtout, c'est que **tant** l'homme **que** la société **et** les nations ne sont prêts à affronter un changement radical que lorsqu'ils ont le couteau sous la gorge. L'Euro a été obtenu à l'arraché par le président Mitterand en échange de la réunification de l'Allemagne. Et l'Union bancaire a été obtenue à l'arraché par Mario Draghi lors de la crise de la dette souveraine.

Dans le cas du terrorisme et de la crise de migration, on a encore pu se contenter de pseudo-remèdes, comme l'attaque de l'Iraq, ou de remèdes provisoires, comme l'accord entre UE et la Turquie.

Le remède ne peut pas être pire que la maladie

Même si le remède se doit d'être à la hauteur du mal qu'il entend soigner, il ne peut pas être pire que la maladie. Je pense à ce sujet à un exemple qui remonte à 1973 : bien que la crise pétrolière n'avait rien à voir avec un épuisement des ressources du pétrole, l'énergie nucléaire a néanmoins été le bon remède à cette crise du point de vue écologique.

Par contre, pour remédier au chômage des jeunes consécutif à la crise du pétrole, de l'acier et du charbon, les médicaments de la prépension et de la retraite anticipée étaient pires que le mal. Le coût budgétaire des pensions belges augmente aujourd'hui 0,33% du PNB par an et nous prive du potentiel

d'avenir que nous avons voulu réaliser dans les années 70 en 80. Une augmentation annuelle de 0,33% du PNB égale le budget annuel du département de la justice.

Un autre exemple d'un remède qui pourrait devenir pire que le mal est la politique monétaire de l'assouplissement quantitatif, appliqué d'abord pour nous sauver de la crise de la dette souveraine, ensuite pour sortir de la crise sanitaire. *'Whatever it takes'*, disait et dirait Mario Draghi. La perfusion monétaire qui, à l'heure actuelle, dope en permanence l'économie réelle est du jamais vu. Cette politique - qui est par ailleurs la même que celle du Japon ou des Etats Unis - n'inquiète pas seulement les constitutionalistes conservateurs à Karlsruhe. Les bilans de nos banques nationales et de la BCE contiennent énormément d'obligations étatiques à l'actif et énormément d'argent à court terme au passif. Presque 70% des obligations japonaises se trouvent sur l'actif du bilan de la Banque Nationale du Japon.

Il est séduisant de pousser la métaphore, et de craindre que le patient puisse devenir résistant à l'antibiotique. L'inflation qui gonfle probablement déjà aujourd'hui la valeur de nos investissements en immeubles et de nos actions en bourse, pourrait alors réapparaître dans les prix de la consommation.

Une autre métaphore est plus optimiste : on sait que le vaccin part du principe que l'agent pathogène introduit chez quelqu'un crée l'immunité. Qui dira si l'assouplissement quantitatif est un antibiotique qui pourrait devenir ineffectif ou,

par contre, si c'est un vaccin qui ressemble à l'infection et lui emprunte son effectivité.

Relativisation par la comparaison avec les crises d'antan

Cette brève récapitulation de notre histoire récente de crise n'a pas lieu de nous déprimer. Si on compare notre parcours entre 2007 et 2014 à celui des années '30, on doit avouer que la technologie financière a bien évolué. En 2007-2008, peu de citoyens ou d'entreprises ont perdu leurs dépôts en banque, et l'économie réelle n'a pas trop souffert.

Entre 1917 et 1920 la grippe espagnole a fait - traduit en chiffres relatifs de 2020 - entre 125 et 500 millions de victimes. (je multiplie le nombre de morts probables par cinq parce que la population mondiale a augmenté depuis lors de 1,5 milliard à 7,5 milliard). Même si la grippe espagnole était peut-être plus agressive que le coronavirus, on compte à l'heure actuelle près de 2,5 millions de morts par le Covid-19. Contre 125 à 500 millions de morts en 1918 donc.

Par contre, ce progrès indiscutable n'est pas vraiment ressenti comme tel, parce que nous sommes devenus davantage perfectionnistes. L'être humain supporte moins le mal si la plupart des choses vont très bien, et nous n'appliquons pas vraiment la sagesse de mon grand-père dont je parlais au début

de mon exposé, à savoir de se souvenir chaque soir des belles choses rencontrées. Il nous est psychologiquement assez difficile d'apprécier les avancées faites lorsque nous sommes exceptionnellement confrontés à un contretemps.

L'UE est la juste échelle

Vous l'aurez deviné sans que je l'aie dit, je suis un fervent supporter du niveau européen. Je crois que c'est fréquemment la juste échelle pour confronter nos problèmes. Pour l'Union européenne, le processus de chaque crise est ingrat, parce qu'il lui est demandé de prendre en urgence ses responsabilités tandis qu'elle ne dispose pas toujours des leviers légaux, financiers ou personnels. Dans chacune des crises, cette asymétrie crée inévitablement des ralentissements et des imperfections.

Toutes les crises de ces 13 dernières années ont démontré des lacunes dans les traités européens et elles sont autant d'invitations à élargir les compétences de l'Union et de certaines de ses institutions. Cette adaptation a été conséquente après les deux étapes de la crise financière mais par contre, elle n'a été que symbolique après les crises du terrorisme et de la migration. On verra bientôt ce que la crise sanitaire pourrait avoir comme conséquence pour la réallocation de la Santé Publique, compétence jusqu'ici totalement absente du niveau européen.

Ceux qui figent le Traité, retardent le progrès de l'Union européenne. L'unanimité au niveau des chefs d'Etat reste requise dans la plupart des cas importants et continuera à rendre compliqué chaque compromis. La même remarque peut être faite par rapport aux actes législatifs qui doivent faire l'objet d'un dialogue entre Commission, Conseil et Parlement. La lenteur de la machine peut irriter ceux qui pourraient penser qu'il y a une certaine urgence. Avec mes étudiants, j'ose un peu d'humour en disant que quatre pouvoirs au lieu des trois pouvoirs classiques, c'est peut-être un pouvoir de trop, même pour l'Union européenne.

Non pas que je veuille supprimer le quatrième pouvoir européen, la Cour de justice, au contraire, je voudrais souligner son rôle prépondérant dans la crise de l'Etat de droit. Un scrutin démocratique au niveau national qui donne une majorité parlementaire à un parti ou un leader politique qui ne respecte pas l'état de droit ou qui ne défend pas les droits humains, met en difficulté deux des trois piliers du triangle composé de 1) la démocratie 2) l'état de droit, 3) les droits humains.

Comme le peuple s'est prononcé lors des élections au niveau de l'Etat Membre en majorité pour un parti populiste, la responsabilité entière de la sauvegarde de l'équilibre entre les trois piliers incombe par après au pouvoir judiciaire de cet Etat Membre. La rupture intervient lorsque, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Hongrie et en Pologne, la majorité

parlementaire et l'exécutif ne se soumettent plus gracieusement à l'inhérente vocation conservatrice du judiciaire : celle d'absorber graduellement le choc du changement politique afin de ne pas sortir du virage. A partir de ce refus de soumission au pouvoir judiciaire, sa composition indépendante commence à poser problème pour l'exécutif. Tandis que le judiciaire est par essence plus à gauche qu'un gouvernement de droite, et plus à droite qu'un gouvernement de gauche. Aussi par essence, seul un juge, en l'espèce la Cour de justice, peut s'imposer en cours de route à un autre juge, en l'espèce les hautes juridictions des Etats Membres.

Conclusion

La période de 30 ans qui nous sépare de la chute du mur de Berlin peut être divisée en deux périodes. Entre 1990 et 2007, il y a eu dans notre partie du monde un grand optimisme ayant abouti à l'élargissement de l'Union européenne avec les pays baltes et les pays de l'Europe de l'Est. Depuis 2007, nous avons en permanence été en crise. Ce n'est pas la fin du monde. Il y aura encore beaucoup de crises avant cela. On peut craindre des symptômes spectaculaires et meurtriers de la crise climatique. La pauvreté en Afrique, au Moyen Orient et en Amérique du Sud restera la source d'une vague migratoire permanente. Si la crise climatique se répand davantage dans ces pays, il y aura une crise au deuxième degré.

L'humanité et donc le monde politique se comportent régulièrement comme un étudiant paresseux qui ne trouve pas le temps d'étudier et qui espère qu'il pourra reporter l'examen de quelques heures pour vite rattraper l'arriéré encouru. Une fois sur quatre ça marche : l'étudiant apprend des choses et passe, mais oublie presque tout. Une fois sur quatre, il a deuxième session, si vous voulez une deuxième crise : ayant finalement eu le temps de digérer le cours pour le mois de septembre, il oubliera moins. Deux fois sur quatre, il a tellement mauvaise conscience du temps perdu qu'il se voit, dans un cauchemar, repasser l'examen sans préparation, mais quand il se réveille en panique, il a encore 2 semaines. Une telle personne se prépare toujours au pire, et espère le meilleur. Cela ne veut pas dire qu'il ou elle se prépare, mais qu'il ou elle prend les choses comme elles viennent. C'est l'étudiant qui ne fonctionne que couteau sous la gorge.

Le monde politique et donc l'humanité peuvent aussi surprendre et se comporter comme une jeune étudiante brillantissime et optimiste, qui prépare bien et étudie de façon méthodique et qui sait respecter des délais. Une personne qui n'a pas peur de penser la vérité. Et qui trouve le courage de transformer en actions les convictions qu'elle a formées après une recherche approfondie et de nombreuses consultations. Une telle personne ne gâche jamais un bonne crise, *never wastes a good crisis*. Elle essaiera toujours de mettre une crise à profit pour notre avenir commun.

Nous savons tous que nous ne pourrions survivre sur cette terre à plus de 7 milliards de personnes qu'en permettant à l'autre de survivre. Aucune crise n'a rendu cela tellement concret pour tout un chacun que la crise sanitaire que nous vivons toujours à l'heure actuelle. C'est en respectant et en protégeant l'autre qu'on se protège soi-même. En termes écologiques, c'est en donnant de l'oxygène à l'autre, qu'on en aura soi-même. En termes de pauvreté, c'est en partageant d'une façon adulte avec tout le monde, que les vagues migratoires peuvent être contenues. En termes financiers, c'est en créant une stabilité financière chez soi qu'on peut espérer que les autres continents feront la même chose. Et c'est en omettant d'agresser d'autres pays ou continents, que nous pouvons espérer ne pas être agressés.

Voilà en résumé le message que le professeur de Duve, notre lauréat du prix Nobel, nous a confié avant de mourir. Nous devons changer de paradigme. Pour survivre nous avons depuis notre présence sur la planète développé une réaction qui était de – en cas de nécessité - tuer l'autre pour survivre soi-même, au niveau individuel et au niveau collectif, en tant que groupe. C'est dans la terminologie de Duve notre pêché originel, et il est devenu héréditaire. Nous sommes donc nés avec cet instinct. Maintenant il faut changer de cap et aller à l'encontre de cet instinct. Pour survivre, il faut dorénavant faire en sorte que l'autre survive. C'est avant tout un message de solidarité et d'amour. Mais avec l'amour vient l'urgence : l'amour n'oublie pas les priorités, est toujours alerte et ne

désespère jamais. Occupons-nous donc de notre avenir commun, et de celui de nos jeunes, avec plus d'attention que jamais. Reconnaissons nos défauts, pas comme une fatalité, mais comme un constat qui nous invite à toujours faire mieux, afin de changer fondamentalement le rôle de l'être humain dans le monde.

C'est avec ce message que je souhaite conclure. Je vous remercie de votre attention, et je vous souhaite une excellente soirée.